

plus importante. Ainsi, la privatisation est une menace directe à l'égalité économique des femmes qui n'est toujours pas atteinte. La privatisation, en plus de créer un écart plus important entre les riches et les pauvres, amène les femmes dans une situation de plus grande précarité. Les luttes pour l'égalité sont loin d'être terminées.

CONTINUONS LE COMBAT!



SESSION D'AUTOMNE

- ★ 26-27-28 septembre : Camp de formation
- ★ 11-12-13 octobre : Rassemblement pancanadien des jeunes féministes
- ★ 25 et 26 octobre : Congrès de l'ASSÉ
- ★ Semaine du 27 octobre : Publication d'un manifeste contre la privatisation des services sociaux qui pourra être signé par la population

SESSION D'HIVER

- ★ Journée nationale de boycott des entreprises privées présentes sur les campus d'institutions postsecondaires
- ★ Fin mars : Manifestation nationale et dépôt des pétitions

Pour plus d'information :
www.asse-solidarite.qc.ca
www.nonauprive.info
514.390.0110

STOPPONS LA PRIVATISATION DES SERVICES SOCIAUX!

À l'hiver 2003, l'ASSÉ a mené la campagne « À grands coups de bottes, le privé à la porte » pour dénoncer la place prépondérante du privé dans le secteur public. Depuis ce temps, la situation s'est dégradée encore plus. En effet, avec les rapports Castonguay et Montmarquette qui prônent respectivement la privatisation du système de santé et la tarification des programmes sociaux, on constate que le gouvernement libéral ne perd pas de temps pour saboter les services publics.

A cartoon illustration of a man in a dark suit and tie, smiling broadly. He is being struck on the head with a hammer from the right. A speech bubble above him says: 'DU CALME! VOUS SAVEZ BIEN QUE VOUS AUREZ CE QUE VOUS VOULEZ! (ET MOI AUSSI!)'. To the left, several hands hold up logos of privatized companies: Pepsi, Coca-Cola, Zoom Media, Bell, and Aramark/Chartwells. At the bottom, a black banner contains the text: 'IL EST PRIMORDIAL D'AGIR LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE POUR METTRE FIN AU CARNAGE SOCIAL QUI FAIT ACTUELLEMENT RAGE!'.

D'abord, la privatisation est l'action par laquelle l'État se désengage des programmes sociaux pour ainsi laisser la place au privé. Évidemment, ce phénomène concorde bien avec le système économique dans lequel on vit actuellement, où le profit est beaucoup plus important que la qualité de vie de la majorité de la population.

Depuis le début des années 1980, on a assisté à un désengagement de plus en plus important de l'État, laissant ainsi le champ libre au privé d'établir des partenariats dans différents secteurs jadis entièrement gérés et financés par l'État. On n'a qu'à penser au système de santé auquel s'ajoute chaque année de multiples cliniques médicales privées ou aux nombreuses entreprises privées qui occupent une place prépondérante dans nos institutions d'éducation postsecondaire.

Aujourd'hui, on présente la privatisation comme étant LA solution au supposé manque d'argent de l'État. On se fait constamment répéter que l'État n'a plus d'argent, et ce, à cause de ses programmes sociaux trop coûteux, des gens qui abusent du système, de la dette publique et de la supposée crise des finances publiques. Pour réussir cette privatisation, l'État tente de faire croire à la population que le secteur privé serait meilleur pour gérer tel ou tel secteur et que tout irait beaucoup mieux en minimisant son rôle dans le financement et la gestion des services publics. On met alors complètement de côté les principes de base d'une société juste et égalitaire, comme la responsabilité collective, sociale et publique.



comprendre que sa composition est relativement douteuse, car peu démocratique. En effet, les CA sont composés de plusieurs membres externes, comme des représentants et représentantes d'entreprises ou des parents, tandis que les membres dont le quotidien se déroule dans ces institutions scolaires (étudiants et étudiantes, professeur-e-s, employé-e-s de soutien, etc.) sont souvent minoritaires au sein des CA. Ces membres externes représentent dans de nombreux cas les intérêts économiques de grandes entreprises. Légalement, les administrateurs et administratrices des CA des institutions postsecondaires siègent à titre personnel. Quoique certaines associations étudiantes élisent en AG leurs représentants et représentantes, ce choix se fait différemment d'un endroit à l'autre. Après tout, qui sommes-nous pour prétendre que les plus aptes à diriger les écoles soient ceux et celles qui s'y trouvent et qui sont concerné-e-s, qu'ils et elles y travaillent ou y étudient?!



ET LES CONSÉQUENCES POUR LES FEMMES?

La privatisation qui s'opère depuis déjà plusieurs années a des conséquences qui touchent les femmes plus durement et plus spécifiquement. En fait, au Québec comme plusieurs autres endroits, la principale source d'emplois syndiqués pour les femmes est le secteur public, notamment en santé, en éducation et dans certains services sociaux. Les luttes féministes et syndicales ont d'ailleurs contribué de façon significative à augmenter le salaire dans le secteur public au-dessus de la norme en vigueur dans le secteur privé pour les femmes, ainsi qu'à améliorer les avantages sociaux comme les régimes de retraite, les congés de maladie payés et les vacances. Ainsi, avec la privatisation, on remplace peu à peu les bons emplois qu'occupent les femmes dans différents secteurs des services publics par des emplois moins payés, moins stables, avec moins de droits syndicaux et souvent avec une charge de travail

POUR UN REFINANCEMENT MASSIF ET PUBLIC DES INSTITUTIONS D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRES.

Exiger un réinvestissement massif est la base de toute la campagne, car c'est ce manque de financement qui permet de présenter la privatisation comme une soi-disant solution miracle. Quoique l'ASSÉ entame une nouvelle campagne cette année, le thème central de la campagne de l'an passé, « Pour un réinvestissement pas n'importe comment! », est encore d'actualité. Dans cette optique, l'ASSÉ a décidé de réintégrer à sa campagne 2008-2009, une revendication pour contrer le sous-financement de l'éducation. Depuis plusieurs années, de nombreuses coupures sont faites en éducation, les rares investissements servent majoritairement à combler les déficits ou à réparer ce qui a été endommagé. On nous crie haut et fort que le gouvernement n'a pas les moyens d'investir alors que le PIB augmente. On ne fait que creuser l'écart entre les riches et les pauvres. L'éducation est pourtant primordiale pour la société. Il est grand temps que le système d'éducation soit financé à juste titre et le plus vite possible avant que les dommages ne s'aggravent encore plus. On est en train de brimer considérablement la qualité et l'accessibilité de ce système.

POUR LA DÉMOCRATISATION DES INSTANCES DANS LES INSTITUTIONS POSTSECONDAIRES.

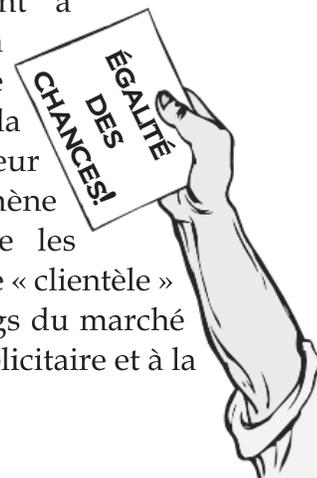
Bien que les étudiants et étudiantes sont en majorité dans toutes les institutions d'éducation postsecondaire, notre poids démocratique ne le reflète aucunement. La plupart du temps exclue ou extrêmement minoritaire, la population étudiante n'a pas son mot à dire face à plusieurs décisions qui l'affecteront directement au cours de leurs études. Le conseil d'administration (CA) est l'instance la plus importante dans la gestion des cégeps et universités du Québec. La majorité des décisions importantes s'y prennent. Par contre, il faut

On mise maintenant sur la souplesse de la main-d'œuvre et sur l'autonomie individuelle. Il ne faut pas oublier les principes fondamentaux des services publics qui sont d'en assurer l'accessibilité et de permettre une égalité des chances pour tous et toutes. L'accessibilité à un tel système assure que, peu importe son lieu de résidence, son statut social, son état de santé et ses besoins, toute personne a droit à des services publics, sans discrimination.

Toutefois, la privatisation ne fait que profiter aux plus fortuné-e-s, alors que le reste de la population doit souvent consacrer une part importante de son budget afin d'avoir accès, par exemple, à l'éducation et la santé. Est-ce vraiment le choix que nous voulons faire comme société? Ne serait-il pas préférable de lutter pour conserver ce qu'on a réussi à acquérir, et pour améliorer le système public, plutôt que de le détruire?

CONTRE LES INTÉRÊTS ET LA LOGIQUE DU PRIVÉ EN ÉDUCATION ET DANS LES AUTRES INSTITUTIONS PUBLIQUES.

Puisque l'ingérence du privé a des impacts néfastes et directs sur la vie quotidienne et les conditions matérielles des étudiants et étudiantes, l'ASSÉ s'attaque directement à l'idéologie supportant la privatisation. En effet, la pensée marchande et la productivité à tout prix qui en découle sont les causes de la transformation de l'éducation en valeur économique et monnayable. Cela amène également une féroce compétition entre les institutions d'enseignement pour attirer une « clientèle » étudiante qui, avant d'aller grossir les rangs du marché du travail, sera exposée à la promotion publicitaire et à la vente de services privés de sous-traitance.



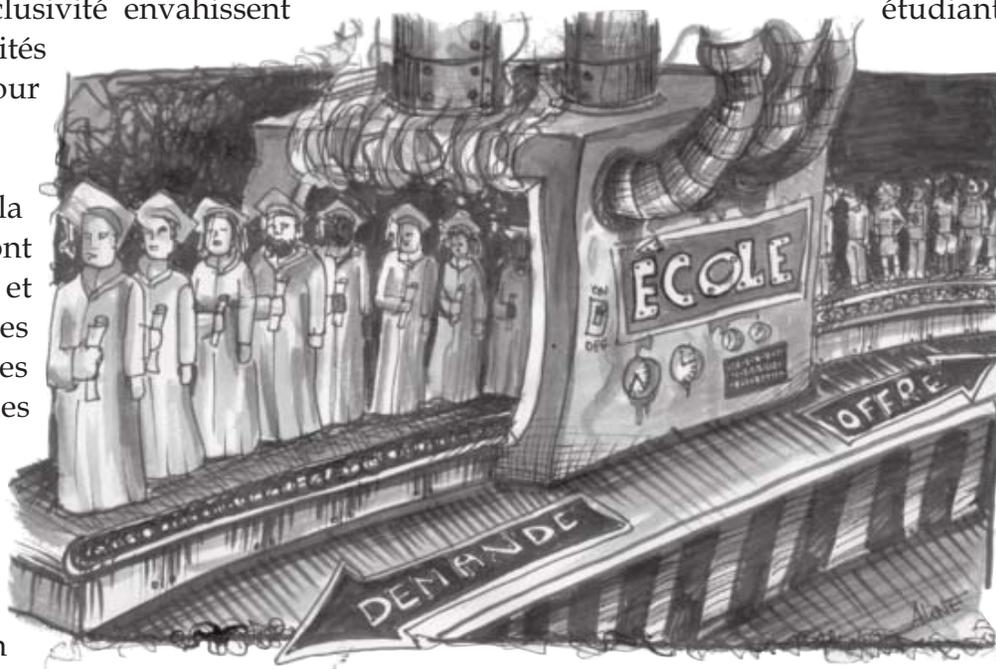
EXEMPLES DE LA PRIVATISATION

En 1999, une entente a été signée entre la compagnie Pepsi, l'Université de Montréal et la FAECUM prévoyant que la population étudiante devrait boire 12 millions de litres en 10 ans de cette boisson gazeuse aux valeurs nutritives peu élevées. Ainsi, le nombre de machines distributrices est passé de 80 à 150 sur le campus de l'Université entre 1999 et 2002. Que ce soit avec la compagnie publicitaire Zoom Média ou les services alimentaires tels que Chartwells, les contrats d'exclusivité envahissent totalement nos cégeps et universités et sont rarement bénéfiques pour notre santé physique et mentale.

D'autres exemples concrets de la logique du privé en éducation sont les passerelles DEP-DEC et certaines Attestations d'études collégiales (AEC). Dans ces parcours, le diplôme d'études secondaires (DES) n'est pas toujours un préalable. Ainsi, la qualité de l'éducation tend à diminuer puisqu'on met de côté la formation générale. Avec ce type de formation, on métamorphose le rôle des cégeps en usine à main-d'œuvre plutôt qu'en établissement d'éducation postsecondaire.

Dans les universités, le sous-financement a d'importantes conséquences sur la qualité et l'accessibilité de l'éducation. Par

exemple, il entraîne l'instauration de la logique du profit dans les services sociaux et l'orientation des programmes gouvernementaux est plus axée sur des impératifs budgétaires que sur les besoins réels de la population étudiante. En éducation, cela se concrétise, entre autres, par la rationalisation, c'est-à-dire qu'on enlève des programmes et des cours jugés non rentables, afin d'économiser. Il faut aussi se poser la question : quel est le but fondamental d'un cours? Étendre les connaissances culturelles et scientifiques des étudiants et étudiantes ou plutôt faire fonctionner l'économie au profit de certaines personnes?



La logique de rentabilité instaurée dans la gestion des institutions publiques signifie aussi que les gestionnaires vont tenter de diminuer le personnel afin d'économiser de l'argent et leur offrir des conditions de travail de moins en moins avantageuses. Concrètement, cela signifie une augmentation du nombre d'étudiants et d'étudiantes par classe. Pour être plus « rentables », les institutions vont augmenter les prix de plusieurs de leurs services ou les frais afférents, au détriment de l'accessibilité.

Au bout du compte, c'est la conception publique, solidaire, égalitaire et citoyenne de l'éducation qui est mise à mal au profit d'un savoir standardisé soumis aux aléas du marché.

LE PUBLIC : POURQUOI S'EN PRIVER?!